

Initiatives ministérielles

M. Nystrom: Oui ou non?

M. Barrett: Je ne serai pas le premier à aller en Alberta rapporter leur réponse, mais je pourrais bien être le deuxième. Aucun gouvernement provincial ne souscrit à cette mesure, si ce n'est le Crédit social, en Colombie-Britannique, et dans ce dernier cas, les intéressés ne savent même pas ce qu'ils font d'un jour à l'autre de toute façon.

Pour ce qui est de l'Alberta, Don Getty les a tous placés sur une liste à part, sa liste noire, et je pense notamment à mon bon ami représentant la région des sables bitumineux, qui sera dans un beau pétrin si cette taxe est mise en oeuvre. Je le mets au défi d'intervenir de même que ce député. . .

M. Shields: J'invoque le Règlement.

M. Barrett: Attendez. Je vais vous donner votre chance. Il n'y a aucun rappel au Règlement.

Le président suppléant (M. Paproski): La parole est au député d'Athabasca qui souhaite invoquer le Règlement.

M. Shields: Monsieur le Président, on m'a mis au défi de préciser ma position au sujet du projet de loi relatif à la taxe sur les produits et services dont la Chambre est saisie. Je tiens à dire que j'y souscris complètement, sans réserve aucune.

Le président suppléant (M. Paproski): Je vais vous donner 30 secondes de plus, afin de poser votre question.

La parole est au député de Calgary-Nord-Est.

M. Kindy: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement car je représente l'Alberta et je ne souscris pas à la TPS. J'essaie de faire valoir les opinions de mes électeurs et également des habitants de l'Alberta.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député a 20 secondes pour poser sa question.

M. Barrett: Monsieur le Président, deux mots: salut, Jack; bonjour Alex. L'un des deux durera, l'autre tombera dans l'oubli. Monsieur le Président, je vous laisse deviner ce qui se prépare. Je parle pour l'Ouest. Nous nous opposons à cette taxe, quoi qu'en dise le gouvernement.

M. Reid: Monsieur le Président, je ne sais trop par où commencer. Je me demande si je ne devrais pas dire «travailleur social, aide-toi toi-même». Il ne faut pas insulter les Terre-Neuviens. Le député devrait tout d'abord apprendre à prononcer correctement *Newfound-*

land. Il serait temps que lui, un ancien premier ministre, l'apprenne.

Ne me parlez pas d'insulter mes électeurs, ne prenez pas la parole ici pour dire à mes électeurs que vous imposerez une nouvelle taxe, car mes électeurs savent parfaitement bien qu'il existe déjà une taxe. Vous ne pouvez pas affirmer à la Chambre qu'il n'y a pas de taxe, mais que tout à coup, une nouvelle taxe de 7 p. 100. . .

Le président suppléant (M. Paproski): Le député d'Okanagan—Shuswap, pour un rappel au Règlement.

M. MacWilliam: Monsieur le Président, je crois que les règles de la Chambre exigent que le député s'adresse à la présidence et non pas directement aux autres députés.

Le président suppléant (M. Paproski): Je crois que c'est ce que le député avait l'intention de faire.

M. Reid: Monsieur le Président, je prends note. Le député, bien sûr, a parfaitement raison.

Des voix: Oh, oh!

Le président suppléant (M. Paproski): Il est presque 17 heures et la présidence ne voit pas tout ce qui se passe à la Chambre. Je n'aime pas me mêler du débat. Je suis certain que le député savait ce qu'il devait faire, car il était sur le point de s'adresser à la présidence. Je sais gré au député d'Okanagan—Shuswap d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur ce point, comme je saurais gré à tout autre député qui a des plaintes de s'adresser à la présidence. Il ne faut pas rester assis et ne rien dire.

Le député de St. John's-Est a la parole.

M. Epp: Monsieur le Président, plusieurs députés ont clairement entendu leur collègue faire allusion à la présidence et j'ai demandé qu'il retire ses paroles.

M. Samson: Monsieur le Président, si j'ai dit quelque chose qui a blessé la présidence ou un député, je retire volontiers mes paroles.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de St. John's-Est a la parole.

M. Reid: Bon, où en étais-je? Monsieur le Président, mon collègue de l'autre côté a laissé entendre que je prends la parole à la Chambre pour affirmer que tous mes électeurs sont en faveur de cette taxe. J'ai dit très clairement que cette taxe prête à controverse, et je serais stupide de prétendre que tous mes électeurs sont en faveur de cette nouvelle imposition.